L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 21 AVRIL 1881. 54me Année.

Dufour, Bonnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 21 AVRIL 1871.

Entered at the Post office at New Orleans, La
Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN

Par Jas P. Guinault, au No 13 rue Madison
Café, Installations et Liqueurs.

Urgence d'un changement dans la politique municipale.

Nous faisions, dans un article précédent, le compte de ce que la ville aurait à payer l'année prochaine pour un seul item, l'intérêt des bons consolidés de 1852, et pour ne pas faire figurer des chiffres monstrueux et saugrenus on ne voudrait pas croire peut-être, nous avons interrompu le compte, préférant laisser aux événements, à mesure qu'ils se développeront, le soin de prendre les précautions nécessaires pour ne pas jeter la communauté dans une de ces terreurs profondes dont il est difficile de revenir, surtout quand on ne voit pas le moyen de la faire cesser. Plusieurs villes du Sud en sont juste où nous en sommes ici à la Nouvelle-Orléans. Mais nous voyons que ces villes ont à leur tête des citoyens intrépides, fermement résolus à mettre un terme à toutes ces réclamations dont l'origine et le fondement remontent à une époque justement condamnée et flétrie par la conscience publique.

Ces réclamations ont été souvent dénoncées et représentées par nous comme le malheur de la situation, et souvent aussi nous avons suggéré le moyen de nous y soustraire. Mais nos efforts ont été vains. Les hommes bien intentionnés qui ont voulu nous appuyer ont été aussi impuissants que nous, et il arrive aujourd'hui que nous divers prétextes plus ou mois légitimes, ou plus ou moins rationnels, au lieu de prendre notre situation en considération sérieuse, on s'occupe au contraire de toutes choses qui ne peuvent que l'empirer en rendant plus lourdes les charges qui pèsent sur la ville, ou plutôt en ajoutant de nouvelles charges à celles sous le poids desquelles la Nlle-Orléans s'affaisse déjà.

L'autre jour, par exemple, dans une conférence tenue à propos de l'administration du port, nous avons entendu M. Clarke, surintendant du chemin de fer de la Nlle-Orléans, St-Louis & Chicago, dire d'excellentes choses sur la nécessité de réduire les charges dont se plaint à si juste titre le commerce maritime et fluvial. Il n'y a qu'un avis à cet égard. Toutes ces charges doivent être diminuées et de beaucoup. Mais nous avons été dans un étonnement extrême quand M. Clarke est allé jusqu'à suggérer leur entière abolition, et le remplacement du revenu du port par une taxe suffisante pour la construction, la réparation et l'entretien des quais et débarcadères. Et qui paierait cette taxe? La propriété foncière, et toujours la propriété foncière, tant comme si la propriété foncière n'avait pas d'autres taxes à payer.

M. Clarke évidemment n'avait pas d'autre vue que celle de l'agrandissement de notre commerce, vue précieuse, sans doute, mais qui, poussée à l'excès et mise à exécution, aurait pour résultat un mal plus grand que le bien qu'elle pourrait produire. Le surintendant du chemin de fer de Jackson n'aurait pas donné ce conseil, s'il eut connu les embarras financiers réellement lamentables de notre ville, non comme port mais comme municipalité.

Il est fâcheux qu'on ne lui ait pas donné à cet égard les informations nécessaires; mais nous ne sommes pas surpris qu'elles ne lui aient pas été données. M. Clarke était entouré d'hommes de commerce, faisant le commerce et vivant du commerce, d'hommes versés de la Chambre de Commerce, de la Bourse au coton, de la Bourse aux Produits, de toutes les organisations de la ville, ayant peu de souci pour les intérêts fonciers et les traitant comme s'ils ne devaient jamais être l'objet de la considération publique.

Un autre exemple est celui du maire Shakspeare qui a dit dans les considérants qui l'ont déterminé à signer l'ordonnance sur les égoûts souterrains, qu'il en coûterait très peu aux propriétaires en sus des frais de vidange par le mode actuel. Le maire Shakspeare ne peut ignorer que loin d'augmenter ces frais de quoi que ce soit, il faudrait au contraire les réduire, car il sait qu'il n'a été élu que parce qu'on l'a cru dévoué à la réforme économique; et il sait aussi que les 1100 pétitionnaires qui l'ont engagé à suspendre la décision sur son vote, ont tous voté pour lui aux dernières élections municipales, depuis la premier jusqu'au dernier. Il sait encore que le Conseil de ville, qu'il a été appelé par ces votes à présider, en'est maintenant à chercher des expédients pour échapper au service des mandamus et de tous les ordres de cour déjà obtenus ou qui seront obtenus contre la ville dans le courant de l'année. Le maire Shakspeare sait tout cela aussi bien et mieux que beaucoup d'autres, puisqu'il est propriétaire, contribuable et taillable à merci, comme tous les propriétaires de la ville.

La charge additionnelle sera faible dit-il, dans son message d'approbation .....Pas si faible, car elle s'élèvera encore à la somme estimée d'avance par le Dr. W. Brickell, comme que le revenu de beaucoup de maisons ne pourra donner. D'ailleurs quand on est sur le point de payer de 4 et 5 0/0 de taxe et peut-être aussi de payer pour l'Etat la taxe de Kellogg, ce qui dépend de la cour suprême des Etats-Unis, toute addition de frais à la charge des propriétaires, si petite qu'elle soit, devient une charge sensible, d'autant plus sensible qu'on pouvait l'éviter jusqu'à nouvel ordre en ajournant le projet d'ordonnance sur les égoûts souterrains.

Tout le monde ici désirait autant que le maire et les administrateurs de ville que la salubrité publique s'améliore, mais comme personne n'a la certitude, ni même la conviction que le système de vidange Waring, pourra l'améliorer considérablement, on s'étonne de voir les autorités municipales adopter avec un tel empressement un système d'égoûts dont la valeur est mise en doute en beaucoup de lieux et auquel on se dispose à renoncer en beaucoup d'autres. On s'est étonné surtout que ces autorités l'aient adopté juste au moment où l'on annonçait qu'un autre devait être présenté par un entrepreneur de Baltimore, recommandé par notre honorable représentant au Congrès, M. Ellis. Qui en sait pour-être bien dans Baltimore qu'à Memphis.

Mais revenons au sujet principal de cet article. Commençons par dire qu'une assemblée de ville commence tant de temps à des affaires qui ne peuvent pas, à des affaires comparativement insignifiantes, quand le coin de nos rues et nos trottoirs réclame toute leur sollicitude?

La question principale, la question qui domine toutes les autres, est celle de savoir comment nous nous y prendrons pour échapper aux taxes de l'année prochaine qui nous font craindre une exposition générale. On a trouvé ce moyen à Water Town, à Memphis, à Mobile, à Little Rock, à Iowa City, et l'on est en bon train de le trouver à Pensacola, car nous avons annoncé que les citoyens de cette ville sont sur la voie. Ne pouvons-nous nous y engager nous-mêmes? Nos administrateurs seront-ils les seuls à manquer d'énergie dans cette épreuve suprême? Commettraient-ils l'erreur de croire que, parceque les contribuables, sous l'impression des dangers de saisie qui les menacent sans cesse, ont pu payer encore 17 milles de taxe cette année, ils pourront ce payer 30, 40, et 50 l'année prochaine?

A toute chose il y a une fin, nous voulons dire une fin à tout abus, et très certainement exiger en taxes plus que les propriétés ne rapportent, est un abus. Le premier devoir des administrateurs est d'y mettre un terme. Ils le peuvent tout aussi bien qu'on a pu le faire à Watertown et dans les autres villes que nous avons mentionnées. Qu'ils s'éclipsent un moment et ils peuvent prévoir l'arrivée d'un mandamus; qu'ils ne se trouvent plus au City Hall en majesté; qu'ils se dépouillent temporairement de toute autorité officielle et qu'ils laissent leurs chefs de bureau expédier les affaires; ils n'y perdront pas un cent de leur traitement, et les créanciers de la ville seront bientôt forcés de venir à composition. On n'en demande pas davantage.

L'ordre règne à St-Bernard.

Nous apprenons que les travailleurs grévistes qui avaient menacé de créer des troubles sérieux dans la paroisse St-Bernard se sont calmés. La lettre du gouverneur annonçant qu'il agirait avec les forces de l'Etat dans le cas où les moyens dont disposaient les autorités de la paroisse seraient insuffisants, a calmé les plus belliqueux des grévistes et ils se sont empressés de se soumettre.

—Une dépêche publiée par un journal du nord—dépêche que nous avons reproduite—annonçait que M. le vicomte Paul d'Abzac, consul de la République française, à la Nouvelle-Orléans, avait été nommé consul général à Québec, Canada.

Cette nouvelle avait attristé la colonie française de la Nouvelle-Orléans qui a pu apprécier les rares mérites du représentant de la France. Quelle se rassure. M. D'Abzac nous reste, au moins pour quelque temps encore.

Nous lisons dans le *Journal officiel* :

"M. Brunil, consul général de France à New-York, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

"M. Lefèvre, consul général de France à Québec, a été appelé, en la même qualité, au consulat général de France à New-York.

"M. le comte de Semainons, consul de 1re classe à Venise, a été nommé consul général et appelé, en cette qualité, au consulat général de France à Québec."

40 douzaines bottes blanches, à l'Etoile Rouge.

Louisiane.

Nouvelles de la récolte.

Nos correspondants de la campagne commencent à voir les choses sous un aspect moins sombre, on ce qui concerne la récolte de cette année. Les cannes mises en terre paraissent bien mieux conserver qu'on ne l'a dit. La levée du plant s'annonce dans nombre de paroisses comme bonne. En dépit de tout ce qu'on a dit au sujet des souches, on a lieu de penser qu'elles donneront encore des résultats satisfaisants. On pense que les souches de première année ne tarderont pas à démentir les fâcheux pronostics qu'elles avaient inspirés. Il paraît certain, dans tous les cas, que l'on peut compter sur une assez bonne levée dans les pièces, qui ont été mises du 15 novembre à la fin de la roulaison.

La surface plantée est dans la plupart des paroisses, supérieure à la plantation de 1880, de telle sorte que la récolte de 1881 pourrait bien être supérieure aux estimations actuelles, qui sont certainement au-dessous de la vérité.

Nous lisons dans le *Pionnier de Plaquemine*, du 16 avril :

—Après un violent orage, mercredi dernier, la température s'est considérablement refroidie et jeudi matin il y a eu une forte gelée. Nous n'en finirons pas avec l'hiver, cette année.

Hier matin une averse s'est faite sur l'habitation qui appartenait autrefois à Mr. Listéjohn, aujourd'hui propriété de la banque des Citoyens, occupée par M. Edouard Vives, située à six mille et demi en amont de Labadieville. La brèche ayant, dit-on, six pieds d'ouverture et une forte chute. Grâce aux secours empressés des habitants du voisinage, elle a pu être bouchée en quelques heures. Le chemin public seul a été détérioré par l'eau qui fort heureusement n'a pas eu le temps de s'étendre bien loin.

—Le bayou a baissé de plusieurs pouces ces jours derniers. Il y a du vide maintenant dans son lit pour recevoir la crue annoncée des rivières de l'Ouest.

—A l'élection annuelle de la *Napoléonville Fire Co. No.* 1, tenue le 7 de ce mois les officiers suivants ont été nommés par acclamation :

Président, Chas. Dupuy ;
Vice-Président, P. J. Gilbert ;
Trésorier, Frank Bergeron ;
Secrétaire, Thomas Divise ;
Assistant-Secrétaire, Pierre Juliat ;
Foreman, E. P. Hellulin ;
Assistant-Foreman, Wm. L. Theriot ;
Directeur des tuyaux, Calle Delaune ;
Assistant-directeur, Hermes Mayor.

—On annonce pour le 14 et le 15 du mois prochain une foire pour le bénéfice de l'église catholique et de la compagnie des pompiers de Napoléonville. Nous parlerons plus longuement de cette fête, que notre population ne manquera pas de patronner, lorsque nous en connaîtrons le programme.

—Le shérif de la paroisse Est-Baton Rouge, M. Bates, que nous avons rencontré à la Nlle-Orléans, nous a dit qu'un de ces députés était sur les traces de Hyman, le voleur des dix mille piastres de M. A. Weil. La cheval que montait Hyman lorsqu'il en arrivé à Baton-Rouge s'était capturé par lui. Il a l'espoir de capturer bientôt le voleur.

M. Edison et l'électricité.

Le nom retentissant de M. Edison avait cessé de paraître dans les colonnes de la presse avec la suite ordinaire de belles découvertes dans le domaine de la science. Le maître renfermé dans son officine, préparait de nouvelles merveilles. Des esprits osseux le siège ne se reposent jamais.

M. Edison sera joué un rôle prépondérant dans le mouvement scientifique si puissant de notre époque. Les travaux sur l'électricité, cette force destinée à remplacer un jour toutes celles dont nous nous enorgueillissons aujourd'hui, ont ouvert une voie nouvelle. L'emploi de ce fluide qui passe ainsi de l'état destructeur à celui de serviteur obéissant, va se généraliser, s'il faut en croire le maître.

Voici ce que nous prenons dans un avocat prochain le magicien de Menlo park :

Il dit qu'il est possible de transmettre la lumière électrique par le sable et qu'avec le temps, il sera devenant économique. Il pourra éclairer l'île de Cuba à l'aide d'un moteur qui se trouvera à New York. Ses inventions sont déjà dans un état tel, qu'il peut se servir d'une moitié de la force d'un cheval. Il pense également doubler tant de poids de sa puissance électrique appliquée au fonctionnement des ascenseurs—"elevators"—etc., qu'il pourra éclairer la ville de New York en opposition aux compagnies de gaz, même si celles-ci fournissent le gaz gratuitement.

Quel de plus étonnant qu'un modeste chemineau parfaitement ignorant, sans instruction aucune en apparence, les articles qui composent de l'H. Bl.

—Aux amateurs de Conservatoire.—

—Votre fils avait travaillé la comédie en dehors du Conservatoire.

—Six mois avec Sarah Bernhardt.

—Bon compagnie.

—Et puis, ce lui a donné tout de suite l'habitude des planches.

Le gouvernement du nouveau Czar.—Difficultés de la situation.

Nous empruntons au *Pays* de Paris, la remarquable article qui sait sur les difficultés que rencontre Alexandre III en arrivant au pouvoir. C'est aussi un tableau très réussi de l'état des esprits dans ce vaste empire.

L'attention des hommes politiques se concentre en ce moment sur la Russie. On attend les actes par lesquels se révéleront les intentions du nouveau tzar. On les attend avec un sentiment dans lequel se confondent l'intérêt qu'excite la solution d'un problème difficile, et une sorte de compassion pour le sort tragique d'un souverain chargé d'une si grande tâche au milieu de périls si effrayants. La vérité est que l'histoire a peu d'exemples de pareille entreprise, et que ces exemples, sans être décisifs ne sont pas encourageants. Les libertés publiques ont plus souvent été conquises par les peuples qu'octroyées par la modération et la prévoyance des princes.

L'Angleterre et la France ne sont arrivées au gouvernement du pays par le pays qu'à travers de longues luttes et de sanglantes révolutions. Louis XVI a essayé d'être un roi réformateur, et il a succombé dans une tentative, à laquelle il n'avait d'ailleurs apporté ni des lumières suffisantes, ni une volonté assez droite et assez énergique. Napoléon III a voulu apporter des tempéraments graduels au pouvoir discrétionnaire dont il s'était emparé; et, bien que l'expérience ait été abrégée par une catastrophe, on peut douter qu'elle ait jamais eu chance de réussite; l'autorité, dans ce cas-là, avait été usurpée d'une manière trop odieuse pour pouvoir s'exercer dans des conditions de contrôle populaire et se perpétuer dans une dynastie.

Les circonstances dans lesquelles se trouve Alexandre III sont fort différentes, nous n'avons garde de le méconnaître, et cependant les données générales du problème sont les mêmes. Il s'agit toujours d'un pouvoir autocratique appelé à se limiter, d'un gouvernement absolu reconnaissant la nécessité d'associer la nation à la gestion de la chose publique. Or, voici la difficulté. Des concessions de cette espèce ont pour premier et plus sûr effet d'en nécessiter d'autres. En vain le souverain qui se démet d'une partie de son autorité saisit-il la prédisposition de dire tout de suite le mot décisif; la nation une fois mise en goût d'innovations, devient exigeante, et les libertés acquises sont aussitôt employées à en conquérir de nouvelles. On sait en pareille conjoncture, comment l'on commence, on ignore jusqu'où il nous faudra aller. Et quel mélange de fermeté et de clairvoyance, d'abnégation et d'intelligence politique ne faut-il pas pour guider le prince dans la voie où il s'engage!

On ne peut s'empêcher de se demander quelquefois si l'éminent homme d'Etat qui dirige aujourd'hui les destinées de l'Allemagne, a lui-même réfléchi à ces conditions, car l'œuvre dont nous parlons c'est assez le sienne. S'il n'est pas souverain, il est omnipotent, il est dictateur, et il semble difficile qu'il ne se rende pas compte du cercle fatal dans lequel ses dictature est enfermée, ne pouvant ni se démettre, ni se transmettre, ni s'abdiquer, ni se perpétuer, réduite à compter sur des transitions graduelles pour arriver à un régime moins violent, et obligée de reconnaître que l'art de ménager les transitions est resté jusqu'ici inconnu à la politique.

La tâche dont nous parlons serait encore aisée si elle pouvait se borner à constituer les conditions sociales et les intérêts positifs du pays dont il s'agit de modifier les institutions. Mais, à ce compte, présenter la chose ainsi, on perd de vue un élément capital du problème. Le monarque réformateur, le dictateur préoccupé des périls de la dictature, n'a pas seulement à chercher ce qui est en soi bienfaisant et praticable; il se trouve devant l'obligation de satisfaire des besoins d'une nature rationnelle ou idéale. Il a affaire à l'opinion, ce sont les sentiments de l'opinion qui le mettent dans la nécessité d'agir, et cette opinion est celle d'une classe de la nation, que sa culture rend plus ou moins cosmopolite, parti libéral, dans tous les pays, au fonds commun d'aspirations, dans lequel entrent pour une moitié des idées abstraites d'égalité, de progrès, etc., et, pour une autre moitié, un type d'institutions fourni par les peuples déjà libres, tels que le gouvernement représentatif, les garanties constitutionnelles, la responsabilité des ministres.

Tout cela, à l'appliquer à un état de choses donné, peut sembler dépiné, prématuré, sans rapport aux besoins réels de la masse des populations; pas impossible, l'homme d'état ne saurait négliger l'empire de ces notions sous prétexte qu'elles sont abstraites, de ces besoins en allégeant qu'ils sont arbitraires, de ces réclamations en les représentant comme le fait de quelques agitateurs politiques et des esprits spéculatifs. On a beau faire, l'idée est une puissance avec laquelle il faut compter.

Il est des sentiments qui, par l'empire qu'ils exercent, deviennent des réalités politiques, et c'est ainsi du doctrinarisme que de ne pas tenir compte des doctrinaires.

La conséquence de ce qui vient d'être dit, c'est en tout pays, un certain manque d'équilibre entre les institutions et les mœurs, les mœurs représentant le progrès réalisé par la masse de la nation, et les institutions se conformant bon gré malgré aux exigences des classes dirigeantes. On manque d'équilibre à des inconvénients trop évidents pour qu'il soit nécessaire d'y insister; c'est de là, par exemple, que proviennent les divisions des partis, les réactions. Et plus les différences de culture intellectuelle et morale sont grandes entre les classes d'une société, plus l'inconvénient dont nous parlons devient considérable. Il peut même arriver, comme en Russie, que ces différences rendent le problème presque insoluble.

Le propre de la Russie, en effet, est d'avoir des classes supérieures instruites, connaissant les langues et les littératures de l'Occident, vivant de la vie commune de l'Europe, et comprenant dès lors leur sort et le sort de leur patrie à celui des peuples voisins, éprouvant le besoin de jouir des mêmes libertés, en jugeant capables et dignes d'avoir des institutions semblables,—et il se trouve que la nation reste prise dans son ensemble n'offre pas les matériaux nécessaires de ces institutions. Il y a pis: c'est une question de savoir si la Russie possède les éléments mêmes de cette administration régulière et intègre qui est le premier besoin d'un état civilisé, ce personnel animé du point d'honneur professionnel sans lequel il n'y a ni ordre dans les affaires publiques, ni garantie pour les gouvernés. Oh! que c'est à bon droit que les yeux de l'Europe sont sur la Russie! Tout y est possible, en effet, car tout y est à faire, et les expériences du reste du monde sont de bien peu de secours pour prévoir ce qui sortira du sein de cet empire immense et confus, où s'opère le contact de l'Orient et de l'Occident, d'une barbarie tartare et d'une civilisation raffinée.

LE DIMANCHE on peut n'y chasser jusqu'à midi, à l'Etoile Rouge.

La Seconde de Sarah.—Ce sera

commence au théâtre Booth la seconde et dernière "saison" de Mlle Sarah Bernhardt à New-York. On donnera pour la première fois en cette ville, *La Princesse Georges*, avec Mlle Sarah dans le rôle de Séverine, et sa sœur, Mlle Jeanne, dans celui de Sylvanie. Mardi, *La Dame aux Camélias*; mercredi, *Hernani*; jeudi, *Frou Frou*; vendredi, *Adrienne*, et samedi en matinée *La Dame aux Camélias*, représentation d'adieux grandiose et à laquelle ne manqueront admis que les membres de la profession théâtrale et les inévitables journalistes.

Après ce dernier soirée à Philadelphie, samedi, Mlle Sarah Bernhardt a causé avec un reporter du *Herald*. Il arrivait parfois à l'éminente artiste de dire quelque chose en anglais, et celui-ci interlocuteur lui ayant fait observer qu'elle s'exprimait très correctement en cette langue et que son prononciation était aussi claire et pure qu'en français, elle a dit qu'elle "picohait" l'anglais avec persévérance et qu'elle étudiait Scotsie, de Much Ado about Nothing. Au sujet de un rapport avec M. Abbey, il a été entendu ainsi :

"J'ai trouvé — — —